

GE_GERICHTE DAS/51/2016 vom 22. Februar 2016

GE Cour de justice, 2016-02-22, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DAS_51_2016

FR: GE_GERICHTE DAS/51/2016 du 22 février 2016

IT: GE_GERICHTE DAS/51/2016 del 22 febbraio 2016

Erwägungen

E. 1

La Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (CLaH) ne s'applique pas à l'adoption de l'enfant du conjoint (art. 2 al. 1 CLaH a contrario) lorsque l'enfant est venu en Suisse avec son parent gardien dans le cadre d'un regroupement familial. Le dossier présente néanmoins un élément d'extranéité du fait de la nationalité de l'enfant. Selon l'art. 75 al. 1 LDIP, sont compétentes pour prononcer l'adoption les

- 3/4 -

C/27057/2014-CS autorités judiciaires ou administratives suisses du domicile de l'adoptant ou des époux adoptants. Selon l'art. 77 LDIP, les conditions de l'adoption prononcée en Suisse sont régies par le droit suisse. Par conséquent, au vu du domicile de l'adoptant à Genève, la Cour de céans est compétente pour prononcer l'adoption (art. 120 al. 1 let. c LOJ). Elle applique le droit suisse.

E. 2

Dans le cas d'espèce, toutes les conditions posées par les art. 264 et ss du CO sont réalisées pour que l'adoption puisse être prononcée. En effet, le requérant est marié avec la mère de l'enfant depuis 2008, soit plus de 5 ans (art. 264a al. 3 CC) et l'enfant est arrivé en août 2008 à Genève, date à partir de laquelle il vit en communauté familiale avec sa mère et le requérant (art. 264 CC). D'autre part, la différence d'âge entre l'enfant et le requérant est de plus de seize ans (art. 265 al. 1 CC). En outre, l'enfant capable de discernement vu son âge a donné son consentement à l'adoption, de même que sa mère selon les pièces qui figurent au dossier (art. 265 al. 2 et 265a al. 1 CC). Il sera fait abstraction en outre du consentement du père biologique dans la mesure où, pour autant qu'il soit connu, il ne s'est pas soucié sérieusement de l'enfant (art. 265c ch. 1 et 2 CC). Enfin, la Cour considère avec l'Autorité centrale cantonale et au vu du rapport rendu, que l'adoption est manifestement dans l'intérêt de l'enfant qui a créé un lien intense avec l'adoptant durant toutes les années de vie passées au sein de la communauté familiale formée de l'adoptant et de sa mère. Tant l'enfant considère l'adoptant comme son père que l'adoptant l'enfant comme son fils. Dans la mesure où il s'agit d'une adoption de l'enfant du conjoint, le lien de filiation avec la mère subsiste (art. 267 al. 2 CC).

E. 3

Les frais de la procédure arrêtés à 1'000 fr. sont mis à la charge du requérant. Ils sont entièrement compensés avec l'avance du même montant versée par celui-ci qui reste acquise à l'Etat (art. 98, 101 et 111 CPC; 19 al. 3 let. a LaCC). * * * * *

- 4/4 -

C/27057/2014-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Prononce l'adoption de B_____, né le _____ 2001 par A_____, né le _____ 1975. Dit que le lien de filiation entre l'enfant et sa mère C_____, née le _____ 1980, est maintenu. Arrête les frais judiciaires à 1'000 fr. et les met à la charge d'A_____ et dit qu'ils sont entièrement compensés par l'avance de frais d'ores et déjà effectuée qui reste acquise à l'Etat. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, président; Monsieur Jean-Marc STRUBIN et Madame Paola CAMPOMAGNANI, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière.

Annexes pour l'état civil : Pièces déposées par le requérant.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral - 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.